

éditorial

Une nouvelle étape

Michel Rocard

Le septième congrès du P.S.U. marque une nouvelle étape importante dans son histoire. Le P.S.U. a une certaine habitude des congrès difficiles, il a montré à tous ses adversaires qu'il savait les assumer.

Le débat fut en effet vigoureux. S'il le fut, cela ne tient pas seulement à la conviction des délégués, cela tient surtout au fait que les problèmes à l'ordre du jour étaient les problèmes essentiels qui se posent au mouvement révolutionnaire dans son ensemble, et pas seulement au P.S.U.

On s'est, paraît-il, beaucoup ennuyé au conseil national de l'U.D.R. : voilà où mène l'absence de démocratie, l'absence de débats idéologiques sérieux ; la règle vaut même pour un parti de droite. Une journaliste a pu écrire au contraire que le P.S.U. est le seul parti de France où la discussion soit possible et réelle. C'est une appréciation qui honore un parti révolutionnaire.

Georges Marchais pose ironiquement la question de savoir si un parti divisé peut être révolutionnaire. Il semble avoir oublié là la grande leçon de 1917. Il oublie aussi que le P.S.U. a largement montré depuis des années sa double capacité de trancher nettement les choix auxquels il est confronté et de rester fort homogène dans la lutte : la cohésion remarquable du P.S.U. en mai 1968 s'est révélée onze mois seulement après un congrès, le 5^e, beaucoup plus difficile encore que le 7^e. Conseillons à Georges Marchais de ne pas prendre ses désirs pour des réalités.

Notre débat s'est noué à partir des assemblées ouvrières et paysannes convoquées à l'invitation du P.S.U. C'est en effet l'expérience directe des travailleurs à travers leurs luttes qui est à nos yeux la clé de la progression du mouvement révolutionnaire. Et ce sont très logiquement ces luttes menées par nos camarades des secteurs productifs qui les ont amenés à s'interroger et à se partager sur la tactique à suivre vis-à-vis du parti communiste, sur le rôle des militants révolutionnaires dans le mouvement syndical et sur bien d'autres questions de la même importance, notamment celle des bases sociales du mouvement révolutionnaire. Cette confrontation des ouvriers et des paysans du parti et des militants qui luttent à leurs côtés a utilement défini les points qui faisaient diffi-

culté. La contribution des textes d'orientation proposés dans la phase suivante a permis de situer ces clivages par rapport aux débats de fond qu'il faut ouvrir au sein du mouvement révolutionnaire : Quelle analyse faisons-nous de la période que nous vivons ? Faut-il un programme révolutionnaire et de quelle nature ? Enfin, autour de quelle stratégie cohérente le mouvement révolutionnaire doit-il organiser son action ?

Depuis trois ans qu'une alternative révolutionnaire a retrouvé une activité en France et dans une grande partie de l'Europe occidentale, le mouvement révolutionnaire n'a pas encore pu faire la preuve de sa crédibilité politique. Il n'y a pas certes lieu de s'en étonner. L'histoire du mouvement ouvrier est là pour nous rappeler qu'avant de pouvoir traduire par leurs objec-



tifs, par leur pratique et par leur organisation leur force politique, les révolutionnaires expérimentent les erreurs de l'opportunisme ou du gauchisme. Encore faut-il pour permettre une avancée du mouvement, un dépassement du gauchisme sans rien perdre de sa combativité, que les militants révolutionnaires prennent la mesure de leurs responsabilités. Ouvrir une perspective révolutionnaire dans des pays de haut niveau de développement économique, où l'exercice du pouvoir exige de l'Etat bourgeois un recours croissant à la domination idéologique, où le prolétariat doit pour assurer sa cohésion politique résoudre des contradictions secondaires mais réelles en son sein, constitue une tâche considérable que nous mésestimons trop souvent. Il ne suffira pas de créer un parti révolutionnaire en France pour que l'ensemble des travailleurs s'y rallient. L'avancée organisationnelle du mouvement est liée à la capacité qu'auront les masses elles-mêmes de se déterminer politiquement. Sur ce point le débat insuffisant mais déjà riche du congrès sur le mouvement politique de masse constitue une avancée importante.

Un débat essentiel a porté sur l'analyse de la période que nous traversons. En affirmant clairement qu'à ses yeux la crise actuelle du capitalisme ouvre une période historique de nature révolutionnaire, le P.S.U. confirme la réflexion du congrès de Dijon et se situe comme partie intégrante du mouvement révolutionnaire. Mais en disant aussi qu'à court terme la situation en France n'est pas révolutionnaire, le P.S.U. fait apparaître la nécessité d'une stratégie cohérente, qui sache à la fois animer la lutte de classes sur tous les fronts où elle se présente, et consolider ses avancées en essayant de rendre durable le rapport de forces obtenu.

C'est dans ce cadre que se situe la politique de recherche de l'unité des travailleurs que le P.S.U. a définie. La stratégie réformiste du parti communiste interdit aux révolutionnaires tout accord commun de gouvernement avec lui, toute perspective stratégique commune. Il nous faut en revanche rechercher des accords tactiques sur chaque front de lutte où cela est possible, sans mettre en cause en quoi que ce soit la ligne révolutionnaire. C'est ainsi que le P.S.U. fera la double preuve de la sûreté de son orientation et de sa volonté d'unité réelle des travailleurs. Les militants influencés par le parti communiste seront de ce fait mieux éclairés sur la politique réelle suivie par le P.C.F.

De la même manière, une stratégie révolutionnaire dans les entreprises est incompatible avec la notion de partage du travail et d'accords

de sommet entre organisations politiques et syndicales. En revanche les militants révolutionnaires doivent contribuer à ouvrir dans le mouvement syndical, qu'il faut renforcer en tant qu'instrument de défense des travailleurs, le débat sur le sens politique de la stratégie syndicale.

Enfin un des apports importants du congrès consiste à souligner l'importance d'un programme révolutionnaire capable d'assurer la convergence des luttes en même temps que la crédibilité du projet socialiste.

Sur tous les points le débat a donc permis une clarification et une avancée qui se traduisent à la fois par une tentative de dépassement de la phase gauchiste du mouvement révolutionnaire marquée par les dangers de la mythification et du volontarisme, et par l'ouverture des débats de fond qui doivent permettre de résoudre autrement que par une phrase facile le problème de l'échec de la quasi-totalité des expériences socialistes.

Qu'il s'agisse du problème du parti unique, de la dictature du prolétariat ou des moyens de la prise du pouvoir, notre parti a ouvert le débat et pris des positions, qui si elles ne sont ni définitives ni toujours très précises, montre qu'enfin le problème de la liberté est posé comme enjeu central du passage au socialisme.

Toutefois les travailleurs sont en droit d'attendre de nous une pratique cohérente avec nos orientations. C'est sûrement le mandat le plus clair qu'ait reçu la majorité que d'assurer le caractère démocratique de notre pratique. Il ne servirait à rien de parler de liberté et de prolétarianisation si nous nous caractérisions dans les faits par une domination de la surenchère verbale d'intellectuels.

Les responsabilités historiques du parti et donc celles de tous ses militants sont grandes ; car la clarification effectuée ne s'est pas faite sans mal. Elle ne doit en aucun cas être un recul. Cela dépend des militants dont l'orientation a été approuvée par le congrès, mais tout autant des autres camarades. C'est dans ses prochaines luttes, sur le terrain, comme en préparant le débat sur le programme révolutionnaire et le débat sur notre stratégie internationale, que le P.S.U. fera la preuve de sa solidité réelle, la preuve qu'il sait faire les choix que lui impose la période et en tirer les moyens d'un renforcement du courant révolutionnaire. □